



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



C

Q

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

1 AN DE CHIFFRES,
DE FAITS, D'ACTIONS.

F

D



En 2025, l'aCtion de
l'ADEME a été débattue



alors que l'urgence écologiQue

n'a jamais été aussi tangible
pour les Français.

Dans son rapport annuel,
l'ADEME Fait le choix d'apporter
des réponses claires et objectives
aux questions soulevées,
pour illustrer les bénéfices
De la transition écologique

pour notre société et démontrer
le bien-fondé
de ses actions.



1 AN DE CHIFFRES, DE FAITS, D' ACTIONS.

Rapport d'activité 2025

P.4		AVANT-PROPOS DES MINISTRES MONIQUE BARBUT, ROLAND LESCURE ET PHILIPPE BAPTISTE
P.5		ÉDITO SYLVAIN WASERMAN
P.6	→	POURQUOI L'EFFICACITÉ EST AU CŒUR DU MODÈLE DE L'ADEME
P.10	→	COMMENT LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PEUT AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS
P.12	→	POURQUOI LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ
P.14	→	COMMENT LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE CONTRIBUE À ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ DE NOS ENTREPRISES
P.16	→	POURQUOI LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST L'AFFAIRE DE TOUS LES TERRITOIRES
P.18	→	COMMENT LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PEUT ÊTRE BÉNÉFIQUE À TOUS
P.20	→	COMMENT L'EXPERTISE ÉCLAIRE LA DÉCISION PUBLIQUE
P.22		L'ORGANIGRAMME JANVIER 2026

Ce document est édité par l'ADEME | 20, avenue du Grésillé | BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Conception éditoriale et graphique : bearideas - **Photos :** couverture : © Getty Images ; page 2 : © Getty Images ; page 4 : © Arnaud Bouissou_Terra, © Sébastien Muylaert, © Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique, et numérique ; page 5 : © Jean Chiscano ; page 8 : © Unsplash/charlesdeluvio, © ADEME/Christophe Sroka ; page 9 : © Getty Images, © Jean Chiscano, © Getty Images ; page 10 : © Getty Images, page 11 : © Getty Images ; page 12 : © Getty Images ; page 13 : © Getty Images, © Nathalie Oundjian ; page 14 : © Unsplash/Jacek Dylag ; page 15 : Unsplash/Edgar, © Getty Images, © DR ; page 16 : © Pexels, © Getty Images ; page 17 : © ADEME/Christian Weiss, © Getty Images, © Hélène Lancial, © Agence Le Bureau/Pierre-François Morganti ; page 18 : © Unsplash/Miguel A Amutio ; page 19 : © Getty Images, © Anne-Laure Plancon ; page 20 : © Getty Images ; page 21 : © Getty Images, © DR ; page 24 : © Getty Images. **Impression :** imprimé en France par Loire Impression, certifiée ISO 14001, Print'Ethic (niveau 1). Imprimé sur papier Recytaal Offset White 100 % recyclé, fabriqué en France, labellisé Ecolabel Européen, FSC et Ange Bleu - Brochure réf. ADEME : 013 214 - EAN électronique : 9791029726781 - EAN imprimé : 9791029726774 - Dépôt légal : © ADEME Éditions, mai 2026 - Si vous imprimez ce document, pensez à le trier !





Monique Barbut,
Ministre de la
Transition écologique,
de la Biodiversité
et des Négociations
internationales sur
le climat et la nature

Partout sur le territoire, la transition écologique se concrétise à travers des projets portés par des femmes et des hommes engagés. Aux côtés des entreprises et des collectivités, l'action des agents de l'ADEME s'est traduite en 2025 par des résultats tangibles pour une écologie du quotidien qui renforce la compétitivité, améliore le cadre de vie et réduit notre dépendance aux énergies fossiles. Ainsi, 4 800 entreprises et plus de 2 000 collectivités ont été soutenues. Dans le cadre de France 2030, l'ADEME a accompagné 1 336 projets confirmant son rôle dans l'accélération de la transformation industrielle et le déploiement de solutions bas-carbone. En complément du plan d'électrification, le Fonds Chaleur a contribué au renforcement de l'indépendance énergétique des territoires et à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Depuis sa création, il a permis de financer 11 200 installations d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R). Ainsi, la France a pu baisser son importation de gaz et réaliser 2 milliards d'euros d'économie sur notre balance commerciale. L'efficacité des dispositifs opérés par l'ADEME est également attestée par l'effet levier du financement : 1 euro engagé par l'ADEME génère ainsi 3,72 euros d'investissements en faveur de la transition écologique. Ces résultats démontrent la capacité de l'ADEME à déployer, en qualité d'opérateur de l'État, une expertise remarquable sur l'ensemble du territoire pour répondre aux nombreux défis que représente la transition écologique pour notre pays. •



Roland Lescure,
Ministre de l'Économie,
des Finances et de la
Souveraineté industrielle,
énergétique et numérique

Face aux chocs géopolitiques et à leurs conséquences énergétiques, la décarbonation, en particulier via l'électrification de notre économie, est un levier de souveraineté, de compétitivité et d'industrialisation. Dans les années 1970, 90 % de notre énergie était d'origine fossile. Avec son grand programme électronucléaire, la France a fait de l'énergie l'un de ses principaux atouts : une électricité à 95 % décarbonée, pilotable, abondante et compétitive. Aujourd'hui, 60 % de l'énergie que nous consommons reste fossile et importée. Notre objectif : ramener cette part à 40 % en 2030, puis à 30 % en 2035, en substituant au pétrole et au gaz une électricité décarbonée produite en France. Nous devons aussi progresser sur la sobriété, l'économie circulaire et l'adaptation au dérèglement climatique. Entreprises, collectivités et citoyens ont pris la mesure de ces défis. Les entreprises ont engagé leur décarbonation pour assurer leur pérennité, notamment par l'électrification des procédés et la conversion des flottes. À travers l'ADEME, l'État accompagne les ménages dans leur changement de chauffage ou de véhicule, investit dans les réseaux de chaleur urbains et pilote le leasing social. En 2025, l'opérateur a assuré ce rôle d'impulsion et de soutien à la transition écologique, en accompagnant 6 300 porteurs de projets, pour 9,23 milliards d'euros d'investissements. Dans le cadre de France 2030, son action contribue également à faire émerger les champions de demain. L'ADEME incarne une politique publique pleinement intégrée. L'électrification est à la fois une politique environnementale, qui réduit nos émissions ; économique, créatrice d'innovation et d'emplois ; et sociale, qui protège la facture énergétique de nos concitoyens. C'est tout le sens du plan d'électrification que nous déployons, en complément de la Programmation pluriannuelle de l'énergie. Notre ambition : faire de l'électrification un moteur de croissance durable, en nous appuyant sur l'expertise et l'ancrage territorial de l'ADEME. La troisième révolution industrielle est en marche. La France y prend toute sa part. •



Philippe Baptiste,
Ministre de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche
et de l'Espace

Nous ne réussissons pas la transition écologique sans la recherche et l'innovation. L'ADEME illustre le choix de la France : faire le pari de la science pour relever ce défi. En soutenant des projets de recherche, en accompagnant les doctorants et en favorisant les collaborations entre laboratoires, entreprises et territoires, l'agence contribue à structurer un écosystème scientifique au service des grandes transitions. Elle mobilise la connaissance et l'expertise pour éclairer la décision publique et accélérer la diffusion de solutions concrètes, de l'énergie à l'économie circulaire. L'ADEME montre que l'on peut articuler recherche amont, expérimentation et passage à l'échelle, en lien étroit avec les priorités nationales d'innovation. Cette approche intégrée est essentielle pour faire émerger des technologies compétitives et durables. Dans un contexte où la science est plus que jamais au cœur des transformations économiques et environnementales, je salue l'engagement de l'ADEME pour une recherche de pointe, ouverte et tournée vers l'action. Elle constitue un pilier de notre stratégie pour faire de la France un leader des solutions technologiques au service des transitions économiques et écologiques qui dessinent le monde de demain. •

Entreprises, collectivités et citoyens : tous acteurs de la transition écologique



Sylvain Waserman,
Président-directeur
général de l'ADEME

2025 a été une année d'actions et de réussites sur le terrain, marquée par un engagement renouvelé aux côtés de 6 300 porteurs de projets de transition écologique. En région, nos équipes ont accompagné en expertise, et avec les financements de l'État, des entreprises, des collectivités et des associations dont le rôle est incontournable en matière

de mobilisation. Par cette organisation, l'ADEME, opérateur de l'État, agit au plus près des territoires dans la mise en œuvre des politiques publiques de transition écologique, avec les moyens financiers importants que l'État engage dans le Fonds Chaleur ou dans des grands programmes de décarbonation.

Les échanges menés lors de mon Tour de France avec plus de 1400 entreprises ont montré que le monde économique est dans une forte dynamique. Les entreprises savent combien leur dépendance aux énergies fossiles les expose aux chocs géopolitiques et aux fluctuations de prix. Elles engagent ainsi des trajectoires de décarbonation et bâtissent des plans d'adaptation : en 2025, 1030 entreprises ont déployé ACT, notre méthodologie référence dans la décarbonation. Car chaque réseau de chaleur ou processus d'électrification est un pas de plus pour renforcer notre industrie, assurer la pérennité des entreprises et des emplois et retrouver un peu de notre souveraineté énergétique.

Les élus locaux ont aussi compris que la transition écologique était un atout pour leur collectivité. L'ADEME, en tant qu'opérateur de l'État, est à leurs côtés pour porter une transition écologique qui protège la planète mais aussi le pouvoir d'achat et le cadre de vie de leurs concitoyens. Le réseau « Élus pour Agir » compte désormais 4 300 élus membres et 638 collectivités qui utilisent notre programme Territoire Engagé Transition Écologique (TETE) pour leur stratégie de transition. Nous les accompagnons dans la construction de réseaux de chaleur alimentés notamment par la géothermie ou la biomasse, ainsi que dans des projets d'économie circulaire, de réhabilitations de friches ou

d'adaptation. Ces sujets mobilisent nos experts et ingénieurs qui ont produit, en 2025, des études et analyses scientifiques rigoureuses, au travers de nombreuses publications, comme sur les performances réelles des pompes à chaleur ou encore la transition énergétique des matériaux stratégiques. L'activité de l'ADEME est bien plus large encore : économie circulaire, supervision des filières REP, recherche, activité de mise en sécurité ou de dépollution de sites industriels, financements innovants, leasing social ou encore gestion du bonus automobile... L'ADEME est mandatée par les ministères qui nous confient la mise en œuvre de projets ou de politiques publiques avec des indicateurs de performance et dans une logique de résultat.

Dans le contexte budgétaire actuel, l'ADEME a opéré un recentrage stratégique de ses activités, tout en poursuivant les engagements pris. Cette mobilisation collective porte ses fruits. Comme le prévoit notre Contrat d'Objectifs et de Performance, nous avons lancé une enquête d'opinion auprès des collectivités et des entreprises qui utilisent notre processus de demandes de subventions. 96 % des bénéficiaires et 62 % des non bénéficiaires (ceux à qui nous avons refusé une aide financière) se déclarent satisfaits ou très satisfaits de notre accompagnement.

Ces résultats sont un véritable encouragement qui souligne la qualité de l'accompagnement technique qu'apportent nos 600 ingénieurs, épaulés par nos fonctions support.

Prendre le chemin de la transition écologique en sortant des énergies fossiles, c'est en réalité protéger la planète mais aussi notre pays et nos concitoyens : leur pouvoir d'achat face aux variations incontrôlables des prix des énergies fossiles, leurs emplois en assurant la pérennité de nos entreprises et leur cadre de vie. L'action engagée en 2025 s'inscrit dans cette trajectoire de long terme et sera poursuivie avec constance et rigueur. Car les femmes et les hommes qui travaillent à l'ADEME font preuve d'une résilience, d'un professionnalisme et d'un engagement, même dans la période complexe que nous vivons, hors du commun. C'est l'atout majeur qui nous a permis d'atteindre nos objectifs en 2025 et qui nous permet de rester pleinement engagés pour contribuer aux politiques publiques de transition écologique.

Pourquoi l'efficacité est au cœur du modèle de l'ADEME

Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), l'ADEME met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques, mobilise les citoyens, entreprises et territoires pour les aider à progresser vers une société plus sobre en carbone et économe en ressources. Son action s'inscrit dans un contrat d'objectifs et de performance, conclu entre l'État et l'ADEME pour la période 2024-2027. Tous les ans, l'agence rend compte de ses initiatives et résultats auprès de son Conseil d'Administration et de ses 3 ministères de tutelle, à travers son rapport annuel.

1,1 Md€

→ de budget incitatif
dont 801 M€ pour
le Fonds Chaleur

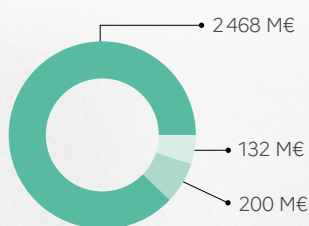
0,8 Md€

→ pour France 2030

70 M€

→ pour le Fonds vert

2,8 Md€*



→ de budget engagé en 2025
88 % d'aides,
5 % de personnel &
7 % d'autres dépenses

1 €

→ engagé par l'ADEME,
c'est 3,72 € investis en
faveur de la transition
écologique

1 336

→ projets d'innovation
accompagnés en 2025
dans le cadre de France
2030

3

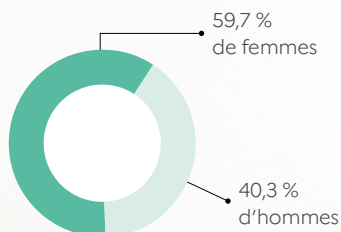
→ sites centraux

17

→ Directions régionales
(dont 4 en Outre-Mer)

1 207

→ collaborateurs
dont 435 en régions



→ 95 %
index d'égalité salariale
hommes/femmes

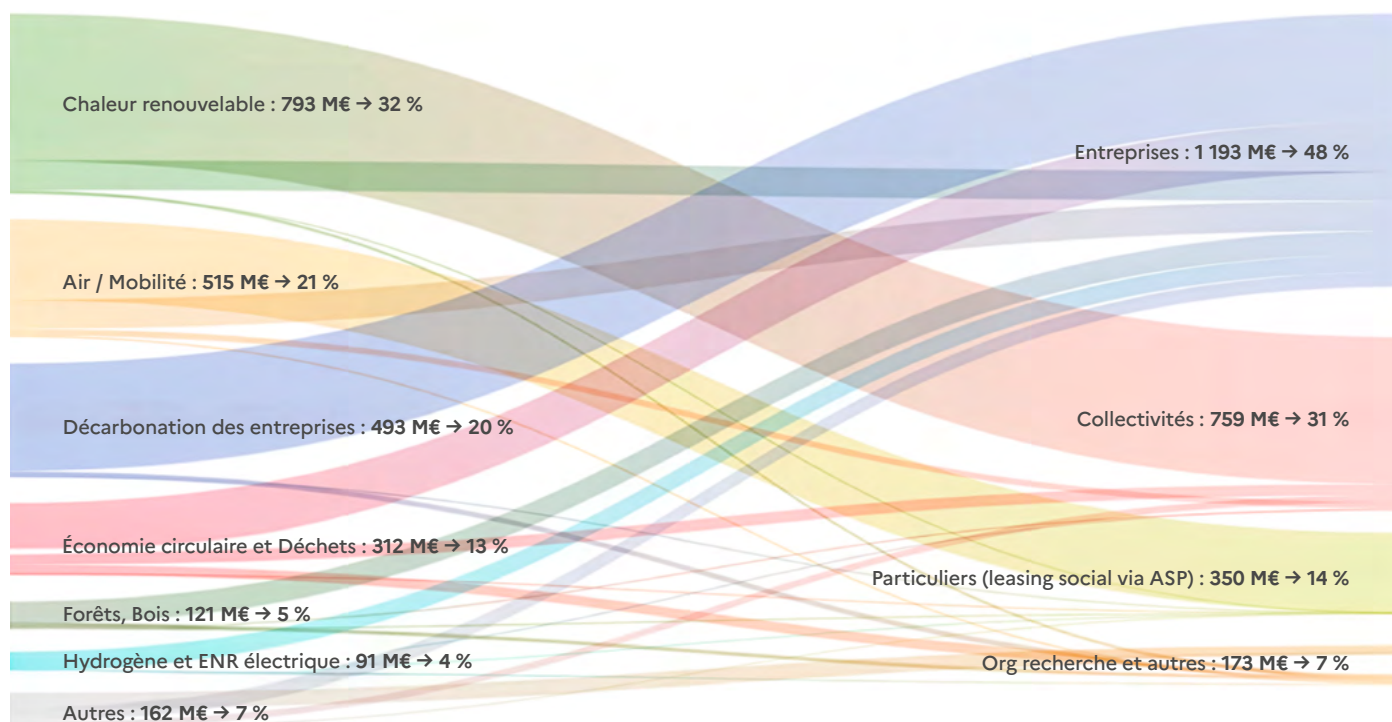
x 2

→ l'augmentation de
budget traité par ETPT
depuis 2020, grâce à un
reengineering des processus,
la dématérialisation de
la gestion des contrats,
ainsi qu'à la dynamique
opérationnelle

* Périmètre incluant le budget incitatif, France 2030, le Fonds vert, le budget de moyens, le fonds MASA, les ressources externes (programme CEE leasing social, le programme CEE poids lourds électriques...)

Des aides qui bénéficient à tous...

RÉPARTITION DES AIDES 2025 PAR THÉMATIQUE ET TYPE DE BÉNÉFICIAIRES, TOUS BUDGETS CONFONDUS (EN M€)



... partout sur le territoire

RÉPARTITION DES AIDES AUX TERRITOIRES AU TITRE DU FONDS CHALEUR 2025

46,8 € / tonne

→ de CO₂ évitée en moyenne en 2025 grâce au Fonds Chaleur

- | | |
|-----------------------|----------------------------------|
| Type d'aide | Filière |
| ■ Etude | ■ Fonds Air Bois |
| ● Investissement | ■ Biomasse |
| | ■ Froid renouvelable |
| Montant d'aide | ■ Géothermie |
| ○ < 2 M€ | ■ Méthanisation (avec injection) |
| ○ Entre 2 M€ et 5 M€ | ■ Récupération chaleur fatale |
| ○ Entre 5 M€ et 10 M€ | ■ Réseaux de chaleur |
| ○ > 10 M€ | ■ Solaire thermique |



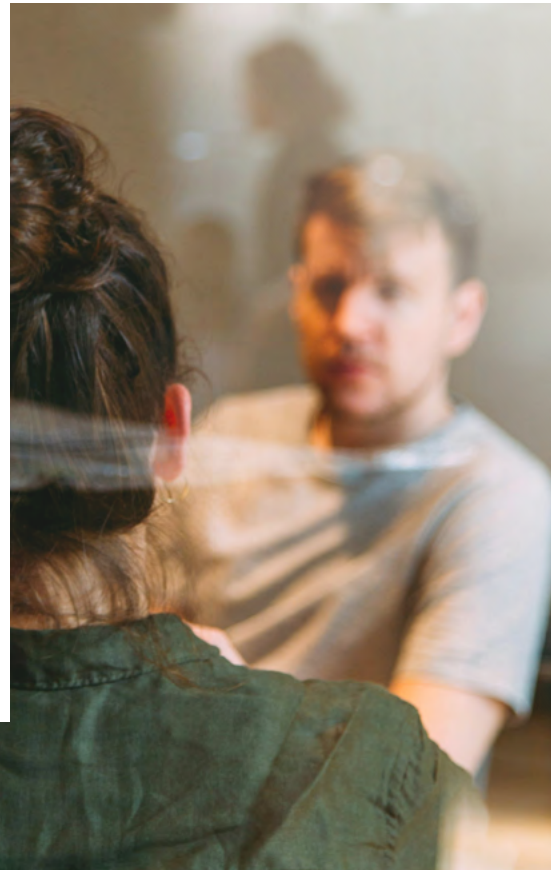
... La satisfaction des bénéficiaires comme boussole



96 %. C'EST LE POURCENTAGE DE BÉNÉFICIAIRES D'AIDES DE L'ADEME QUI SE DÉCLARENT SATISFAITS DE L'ACCOMPAGNEMENT REÇU (ENQUÊTE IPSOS 2025).

Derrière ce chiffre, c'est le processus de demande d'aide financière qui est jugé globalement satisfaisant, que ce soit en ce qui concerne le suivi (90 % de satisfaits), les délais (82 %), la clarté des documents à fournir (82 %) ou encore la simplicité des démarches (75 %). Le facteur humain ressort comme le principal moteur d'une bonne expérience. Au-delà de ce niveau élevé

de satisfaction, cette mesure permet d'identifier des axes d'amélioration, les collectivités faisant part d'une satisfaction plus élevée que les entreprises et la satisfaction des non bénéficiaires étant aussi plus faible, en particulier chez les professionnels qui ont vu leur dossier refusé. Engagée dans une démarche d'amélioration continue, l'ADEME envisage un accompagnement personnalisé des porteurs de projets refusés, de manière à ce que ceux-ci comprennent mieux les raisons de leur inéligibilité et puissent être réorientés systématiquement vers des dispositifs adaptés à leur situation.

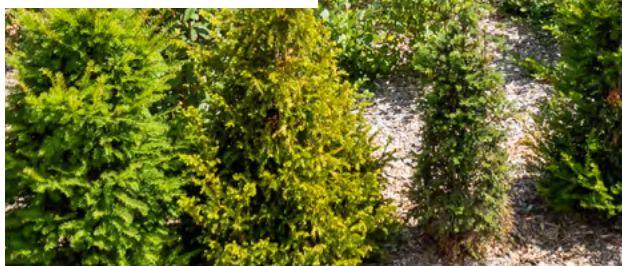


... Une agence tenue à l'exemplarité carbone



EN 2025, L'ADEME A MIS À JOUR SON BILAN D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE. LES RÉSULTATS MONTRENT UNE BAISSÉ DES ÉMISSIONS DE 16 % ENTRE 2021 ET 2024.

Une performance d'autant plus notable que ses effectifs ont légèrement augmenté sur la même période. Rapporté à un équivalent temps plein (ETP), l'empreinte carbone est estimée à 4,2 tCO₂e en 2024, soit 27 % de moins qu'en 2021. Les actions derrière cette performance ? Isolation des bâtiments, raccordement à des énergies renouvelables, baisse de la température de consigne pour le chauffage, électrification de la flotte automobile, restriction des déplacements en avion, aide à l'achat de vélos et bien d'autres !



... Engagée sur tous les fronts de la RSE !



LA PREUVE EN QUELQUES ACTIONS.

Inclusion, mobilités, équilibre vie professionnelle/vie personnelle, achats responsables, gouvernance... L'agence et son personnel sont pleinement engagés. Quelques exemples ? Le siège social d'Angers accueille des personnes en situation précaire les nuits et week-ends. Dans le cadre de son accord Qualité de vie et conditions de travail (QVCT), un partenariat crèches pour faciliter la parentalité a été mis en place. L'engagement au sein du réseau Cancer@work, pour l'inclusion de la maladie au travail s'est également poursuivi. Outre la réduction de son empreinte carbone, l'agence justifie du label Employeur Pro Vélo pour 10 de ses sites, couvrant 74 % de ses agents. Elle n'achète plus que du matériel informatique reconditionné. Côté gouvernance, enfin, elle a rejoint le Club des dirigeants responsables Anjou Maine, et est membre du Club développement durable des établissements et entreprises publics (Club DDEP).

... Un effet de levier indispensable auprès des entreprises



L'ADEME EST L'UN DES PRINCIPAUX FINANCEURS PUBLICS DES ENTREPRISES.

Mais l'effet de levier de son soutien est encore plus grand que la somme des euros financés. Les résultats sont là. En 2025, chaque euro engagé par l'ADEME a suscité un investissement de 3,72 euros en faveur de la transition écologique. Une aide de l'ADEME, si elle ne couvre qu'une partie des coûts, aide ainsi à convaincre les fonds privés de financer le reste. Son expertise est en effet perçue comme une caution d'efficacité. Avec sa « Stratégie Entreprises 2025-2028 », l'ADEME a l'ambition de renforcer encore son soutien aux investissements. Elle compte aussi diffuser plus largement ses dispositifs dédiés aux entreprises (outils méthodologiques, formations, etc.).



... L'impact environnemental des dépenses passé au crible



L'ADEME S'EST DOTÉE EN 2025 D'UN « BUDGET VERT ». EXPLICATIONS.

Réalisé en cohérence avec le budget vert de l'État, lequel est remis annuellement au Parlement, cet exercice propose une évaluation de l'impact environnemental des dépenses de l'ADEME. Celles-ci doivent être cotées selon une appréciation favorable, défavorable ou neutre et selon les six axes d'analyse de la taxonomie européenne (Atténuation climat, Adaptation climat, Eau, Déchets, Pollutions et Biodiversité). Pour ce premier exercice, le périmètre a notamment porté sur les deux principaux fonds de l'ADEME : le Fonds Chaleur et le Fonds Économie circulaire. Sur les 454 millions d'euros de crédits de paiement prévus au budget initial 2026 du Fonds Chaleur, 100 % sont cotés globalement favorables à l'environnement,

tout en nécessitant une vigilance ciblée sur certains risques environnementaux (émissions de particules fines, gestion durable de la biomasse, occupation des sols). Les 178 millions d'euros de CP du Fonds Économie circulaire prévus au budget initial 2026 atteignent également une cotation globale « favorable ». Le périmètre du budget vert de l'ADEME inclut également le budget de moyens qui représente l'ensemble des moyens humains, matériels et logistiques nécessaires à l'exécution des missions de service public de l'ADEME. Afin de réduire son empreinte environnementale, l'ADEME a déjà déployé d'importants efforts, générant des impacts positifs en matière de réduction des consommations d'énergie, de décarbonation énergétique, de réduction de l'empreinte matière ou de contribution à la biodiversité.



PATRICIA BLANC,
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DÉLÉGUÉE DE L'ADEME

En 2025, le pilotage par l'efficacité a été au cœur de l'action de l'ADEME, grâce à une vingtaine d'objectifs de résultats définis par nos ministres de tutelle dans le contrat d'objectifs et de performance. Chacun de ces objectifs était assorti de cibles chiffrées, dans des domaines aussi variés que : les tonnes de CO₂ économisées, les quantités de déchets détournées de la décharge et de l'incinération, ou encore la quantité d'énergie renouvelable produite par les projets accompagnés par l'ADEME. Et à chaque fois, nous rapportons ces résultats à l'euro investi par l'État à travers l'ADEME pour sélectionner les projets les plus efficaces.



— Question n° 2 —

Comment la transition écologique peut améliorer le quotidien des Français



2,5 M

→ **de visiteurs** sur le site agirpoulatransition.ademe.fr

630 000

→ **utilisateurs** du simulateur nosgestesclimat.fr en 2025

+ de 70

→ **marques adoptent** aujourd'hui l'affichage environnemental

→ ≈ 30 000 **vêtements** déclarés à ce jour

→ 80 % **des Français** se disent intéressés

+ de 700 000

→ **guides pratiques** téléchargés ou commandés sur la Librairie de l'ADEME en 2025



Tout savoir sur l'affichage environnemental

... En conciliant aménagement urbain et qualité de l'air



LA QUALITÉ DE L'AIR EXTÉRIEUR EST UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE MAJEUR POUR LES VILLES.

À partir de l'expérimentation MODELAIRURBA portée par Plaine Commune et soutenue par l'ADEME, l'agence a édité un guide pratique à l'attention des décideurs et porteurs de projet pour réussir l'aménagement des sites localisés à proximité d'axes routiers à fort trafic en veillant à préserver la santé des habitants. À la clé ? Des effets positifs sur leur santé à court et à long terme.

... En contribuant à une meilleure santé



LA MOBILITÉ DURABLE, MEILLEURE POUR LE CLIMAT... ET POUR LA SANTÉ ?

L'étude « Contribution du développement de la marche et du vélo à la décarbonation et à l'amélioration de la qualité de l'air » souligne le potentiel d'une mobilité de proximité, alors que 76 % des Français vivent à moins de 4 km d'équipements essentiels (commerces, écoles...). Une généralisation de meilleures pratiques sur l'ensemble du territoire pourrait permettre à la part modale de la marche d'atteindre 31 %, contre 24 % aujourd'hui (celle du vélo 8 %, contre 3 %). Les bénéfices à la clé ? Une diminution des émissions de GES et de polluants de 15 % pour l'ensemble de la mobilité locale (soit 8 millions de tonnes de CO₂ en moins par an).

Le rapport « Mobilité à pied et bilan socioéconomique de la marche » établit quant à lui que les gens qui marchent sont en meilleure santé, tout comme les riverains des axes routiers. Le bénéfice net des politiques actuelles en faveur de la marche s'élèverait à 57 milliards d'euros en France !

... En redonnant du pouvoir d'achat aux Français



ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, C'EST DONNER AUX MÉNAGES LES MOYENS DE MIEUX MAÎTRISER LEUR FACTURE D'ÉNERGIE.

Notre dépendance énergétique coûte cher. 67 milliards d'euros importés en énergies fossiles en un an. 2 000 euros de facture en gaz et essence par foyer. Une facture qui peut aussi exploser en cas de choc géopolitique. À leur échelle, les pompes à chaleur constituent une solution de plus en plus privilégiée. Les pompes à chaleur air/eau auraient une efficacité trois à quatre fois supérieure à celle d'une chaudière, et présenteraient une facture de chauffage divisée par deux ! C'est ce qu'a souhaité confirmer l'ADEME en conduisant, depuis plus de deux ans, plusieurs études pour mesurer leurs performances réelles lors d'une saison de chauffe. Résultat ? Les performances en chauffage sont excellentes avec une



division par huit des émissions de CO₂ par rapport au gaz et, en effet, une division par deux de la facture énergétique par rapport au gaz. Dans un avis sur le sujet, l'ADEME démontre que les performances moyennes des pompes à chaleur sont très bonnes, même dans les logements mal isolés, mais avec une incidence importante sur la consommation d'énergie en rapport avec les besoins thermiques importants du logement. En ce sens, l'isolation la plus complète possible est plus efficace et permet d'aller au bout des économies d'énergie et de facture pour le ménage.

... En informant les consommateurs



DÉPLOYÉ CET AUTOMNE SOUS LE PILOTAGE DU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, AVEC LE SOUTIEN TECHNIQUE DE L'ADEME, L'AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL REND COMPTE, AUPRÈS DU CONSOMMATEUR, DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE NOS VÊTEMENTS.

Exprimé en « points d'impact », ce coût synthétise l'ensemble des impacts environnementaux, en matière par exemple d'émissions de GES, de consommation d'eau ou encore d'effets sur la biodiversité et les écosystèmes. Ces informations clés sont essentielles pour orienter les consommateurs vers les produits à moindre impact environnemental qui s'installent progressivement dans les habitudes de consommation. Il est prévu qu'elles soient par la suite élargies à d'autres produits comme l'alimentaire ou l'ameublement.



— Question n° 3 —

Pourquoi la transition écologique est un levier de souveraineté



11 200

→ installations d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) financées par le Fonds Chaleur depuis sa création

53 TWh

→ par an grâce à 5,9 Md€ d'aides depuis la création du Fonds Chaleur

4,53 MtCO₂

→ eq. d'origine fossile évitées par an grâce aux projets de décarbonation de l'industrie soutenus par France 2030*

2 Md€/an

→ d'économie annuelle sur la balance commerciale française grâce au Fonds Chaleur

3,9 TWh

→ de consommation d'énergie fossile évitée par an grâce au Fonds Chaleur (données 2025)

* Périmètre des dossiers France 2030, dispositifs Décarbonation industrie et Biomasse chaleur pour l'industrie, l'agriculture et le tertiaire (BCIAT) / Source : ADEME



... Elle réduit notre dépendance aux énergies fossiles



LE FONDS CHALEUR : UN OUTIL POUR S'AFFRANCHIR DES ÉNERGIES FOSSILES.

Le Fonds Chaleur, opéré par l'ADEME, a contribué à accélérer cette évolution, grâce à un budget d'un peu plus de 800 millions d'euros. En 2025, il a soutenu près de 1 200 nouvelles installations sur l'ensemble du territoire avec une efficacité carbone à l'euro investi remarquable de 46,8 euros par tonne de CO₂ évitée (hors budget délégué aux collectivités). Leur point commun ? Elles sont toutes alimentées par des énergies renouvelables ou de récupération : solaire, biomasse, chaleur fatale industrielle,

etc. Les réseaux fonctionnant grâce à la géothermie se sont particulièrement développés ! Réunis, tous les projets actuellement soutenus par l'ADEME devraient fournir le chauffage de l'équivalent de **5 millions de logements**. Une performance synonyme d'une réduction de nos émissions de GES, mais aussi... de 2 milliards d'euros d'économies par an sur la balance commerciale du pays, grâce à une moindre quantité de gaz importée.



Tout savoir sur le Fonds Chaleur

... Elle sécurise notre accès aux matériaux stratégiques



BATTERIES, ÉOLIENNES, PANNEAUX SOLAIRES... LES TECHNOLOGIES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DÉPENDENT DE MATÉRIAUX CRITIQUES IMPORTÉS.

Silicium, terres rares, nickel, cobalt, lithium, etc. : la France est dans une situation de dépendance vis-à-vis des pays producteurs. Dans l'avis « Transition énergétique et matériaux stratégiques : dépendances, sobriété et recyclage », l'ADEME explore les moyens de réduire cette dépendance via un accroissement du recyclage : une direction certes indispensable, mais insuffisante face aux besoins de notre économie. Pour limiter les tensions d'approvisionnement qui pourraient ralentir la transition énergétique, il est donc primordial de favoriser la sobriété.



... Elle crée des emplois non délocalisables



L'ADEME RENOUVELLE EN 2025 L'APPEL À PROJETS « OBJECTIF RECYCLAGE MATIÈRES » (ORMAT) : UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ AUTANT QUE DE RÉINDUSTRIALISATION.

L'édition 2023-2024 comptait 279 lauréats ! Un exemple ? Le projet « Zéro Waste Cuivre » de Machines de Triages et Broyages (MTB) : l'entreprise iséroise a installé une ligne innovante de recyclage des câbles en cuivre, afin d'augmenter sa capacité annuelle de traitement. Ces nouvelles filières de recyclage sont une promesse de renouvellement pour les territoires. Compte-tenu des précédents succès, l'ADEME a relancé ORMAT en 2025 en l'assortissant d'une enveloppe de 35 millions d'euros. Cette édition permettra d'accompagner des projets dans le domaine du recyclage et de l'incorporation de matières recyclées dans les produits finis et semi-finis.



BAPTISTE PERISSIN FABERT,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
À L'ADEME

En installant de nouvelles capacités de chaleur renouvelables, en électrifiant des procédés industriels, en facilitant l'incorporation de matières premières recyclées dans les nouveaux produits, les activités de l'ADEME décarbonent l'économie française, réduisent nos dépendances aux énergies fossiles et aux ressources produites à l'étranger et améliorent la balance commerciale. Notre action fait rimer environnement, compétitivité et souveraineté.

— Question n° 4 —

Comment la transition écologique contribue à accroître la compétitivité de nos entreprises



52 439

→ **bâtiments** raccordés à un Réseau de Chaleur Urbain (fin 2024)

1 030

→ **entreprises** ayant déployé le programme ACT

7,72 €

→ d'aide/tCO₂ évitée sur 20 ans en termes d'efficacité carbone à l'euro investi dans le cadre des projets de décarbonation de l'industrie soutenus par France 2030*

4 800

→ **entreprises** accompagnées en 2025

1,193 Md€

→ d'aides aux entreprises (48 % du budget)

* Périmètre des dossiers France 2030, dispositifs Décarbonation industrie et Biomasse chaleur pour l'industrie, l'agriculture et le tertiaire (BCIAT) / Source : ADEME

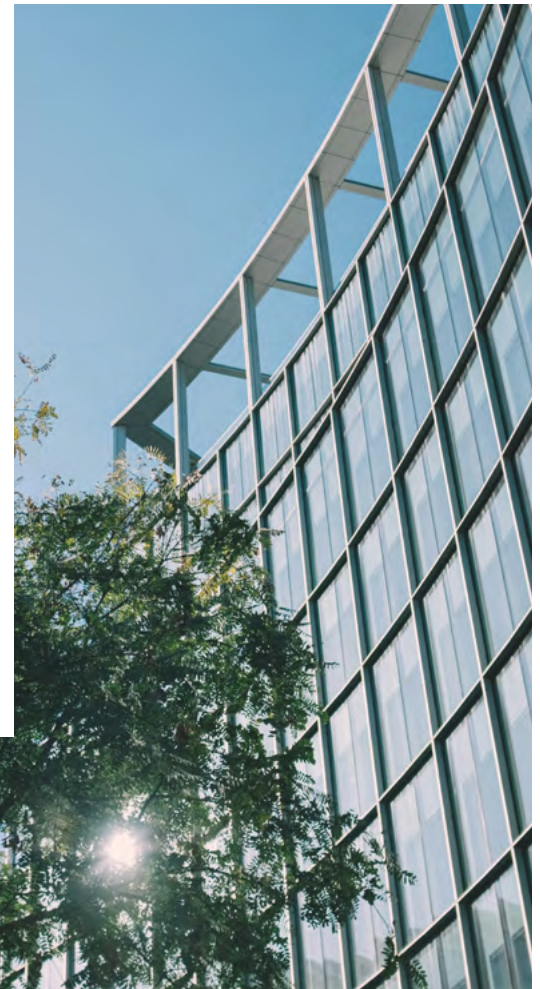
... En réduisant leur exposition aux risques climatiques



EN 2025, L'ADEME ET LE CARBONE DISCLOSURE PROJECT ONT FÊTÉ LES 10 ANS DE LEUR INITIATIVE « ACCELERATE CLIMATE TRANSITION » (ACT).

Quatre ans après le lancement d'ACT Pas-à-Pas, l'ADEME a en outre dévoilé les premiers résultats d'une étude d'impact. Sur la base des 72 premiers répondants, l'étude a révélé que la démarche a permis aux entreprises participantes de structurer et d'accélérer leur stratégie de décarbonation. 78 % d'entre elles déclarent que le travail réalisé durant l'accompagnement s'est

répercuté dans leur offre, démontrant qu'ACT Pas-à-Pas accélère la transition vers des produits et services bas carbone. La Journée des 10 ans d'ACT a réuni plus de 400 entreprises, consultants et acteurs publics, de l'enseignement et de la recherche, qui ont pu partager leurs retours d'expérience. À l'instar d'Harmonie Mutuelle qui a, grâce à cette méthode, défini une stratégie climat embarquant l'ensemble de sa chaîne de valeur. Un levier efficace pour lui permettre de réduire ses propres émissions, et l'inciter à créer une nouvelle offre éco-incitative.



... En réduisant les émissions... et les coûts



LA STRATÉGIE NATIONALE BAS CARBONE (SNBC) PRÉVOIT UNE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES DE L'INDUSTRIE DE 81 % ENTRE 2015 ET 2050.

L'ADEME a déjà accompagné les neuf filières industrielles les plus consommatrices d'énergie dans l'élaboration de plans de transition sectoriels (PTS) : ciment, aluminium, ammoniac, acier, sucre, verre, papier-carton, éthylène et chlore. Face à la hausse des coûts de l'énergie et du CO₂, la décarbonation industrielle est aujourd'hui un enjeu de compétitivité voire de survie. Présentés à Bruxelles, les PTS constituent des outils concrets pour l'action climatique et industrielle européenne au service du *Clean Industrial Deal*.



... En inspirant de nouveaux business models



SOBRIÉTÉ DE LA CONSOMMATION PEUT-ELLE RIMER AVEC OPPORTUNITÉS COMMERCIALES POUR LES ENTREPRISES ?

C'est ce qu'a voulu démontrer l'ADEME dans son avis « Vers l'économie de la sobriété ». En s'intéressant notamment à des entreprises dont les modèles économiques évoluent vers l'usage et la fonctionnalité, cet avis souligne que l'économie

de la sobriété constitue une opportunité stratégique pour l'économie. En permettant la réduction des importations d'énergies, de matières et d'équipements, elle peut rééquilibrer la balance commerciale tout en réduisant les impacts environnementaux. Le développement de la sobriété peut aussi être un moteur pour générer de l'activité économique et industrielle en France.



En 2025, l'ADEME a accompagné 4800 entreprises et rencontré 1300 dirigeants. La transition n'est pas une option : elle est clé pour la compétitivité, la résilience et la souveraineté de nos entreprises. La richesse de notre offre vise à les accompagner tout au long de leur parcours pour faire de cette transition un vrai levier stratégique. L'agence s'est aussi vue confier des montants inédits pour la décarbonation de l'industrie, avec plus d'1,6 milliard d'euros alloué sur 15 ans pour l'appel d'offres pour les grands projets industriels de décarbonation.



//
SOPHIE AUBERT,
DIRECTRICE ENTREPRISES
ET TRANSITION INDUSTRIELLES
DE L'ADEME

Pourquoi la transition écologique est l'affaire de tous les territoires



638

→ **collectivités** engagées dans le programme Territoire Engagé Transition Écologique (TETE)

759 M€

→ d'aides aux collectivités (31 % du budget)

1,2 Mt/an

→ de déchets recyclés ou réemployés

91 %

→ des collectivités interrogées affirment que le programme TETE façonne une image positive de leur collectivité auprès des habitants et des entreprises du territoire

4 300

→ **élus locaux** accompagnés via le réseau « Élus pour agir »

135

→ **sites industriels dangereux** avec des interventions en cours par l'ADEME
→ 362 sites dont la mise en sécurité est terminée

... Elle s'adapte à chaque territoire



IL N'Y A PAS DE PLAN DE TRANSITION UNIQUE, APPLICABLE À TOUS.

Fort d'une dynamique croissante depuis son lancement par l'ADEME en 2021, le programme « Territoire Engagé pour la Transition Écologique » (TETE) aide les collectivités à définir et structurer leur stratégie de transition écologique. La clé du succès ? Les collectivités bénéficient de conseillers, de mises en réseau, de référentiels d'action et d'une labellisation pour programmer et valoriser leur progression. C'est par exemple le cas de la Communauté Urbaine du Grand Poitiers, labellisée cinq étoiles « Climat-Air-Energie » en 2025, qui pilote une démarche intégrée de transition énergétique via TETE pour coordonner ses politiques climat, énergie, mobilités et habitat. Elle vise notamment à réduire de 25 % les consommations d'énergie d'ici 2030.



Plus d'infos sur TETE et Élus pour agir



Les directions régionales œuvrent quotidiennement au cœur des territoires pour accélérer la transition écologique. Aux côtés des préfets et en collaboration avec l'ensemble des forces vives – collectivités territoriales, entreprises, associations – il ressort que, partout, des projets ambitieux peuvent fleurir et rendre nos territoires plus agréables, résilients et attractifs.



SIMON KARLESKIND,
DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ADEME
HAUTS-DE-FRANCE



Ancienne usine de la SMA en cours de démolition, Canari décembre 2025.

... Elle favorise la reconversion industrielle



PARTOUT EN FRANCE, LA RECONVERSION DES SITES ET FRICHES POLLUÉS EST UN ENJEU CLÉ.

L'ADEME apporte une aide aux projets et contribue ainsi à l'aménagement pérenne et responsable du territoire. C'est le cas par exemple, à Canari, en Haute-Corse, où l'ADEME pilote le chantier de démolition de l'ancienne usine de la Société minière de l'amiante (SMA). Abandonnée depuis 1965, elle menaçait de s'écrouler sur la côte et de libérer toute ses poussières d'amiante.

... Elle fournit des ressources locales et durables



EN FRANCE, LE POTENTIEL DE LA GÉOTHERMIE PROFONDE EST IMPORTANT.

Elle offre aux collectivités une source d'énergie locale, renouvelable et à un coût maîtrisé. C'est pourquoi l'ADEME et le BRGM mènent des campagnes pour cartographier cette ressource. En 2025, une opération a ainsi été menée autour de l'Étang de Berre, dans le département des Bouches-du-Rhône, baptisée « Géoscan Arc ». Élus locaux et habitants sont également sensibilisés à cette nouvelle ressource.



Site pilote de géothermie profonde de Sultz-sous-forêts.

— Question n° 6 —

Comment la transition écologique peut être bénéfique à tous



50 000

→ **véhicules** attribués dans le cadre du leasing social

45 %

→ **des bénéficiaires du leasing social** appartiennent aux trois premiers déciles de revenus

1 031

→ jeunes ambassadeurs du service civique écologique en 2024-2025. Leurs actions ont accompagné 177 000 personnes, dont 29 % dans les quartiers prioritaires de toutes les régions françaises

... En permettant à chacun d'adopter de nouveaux comportements



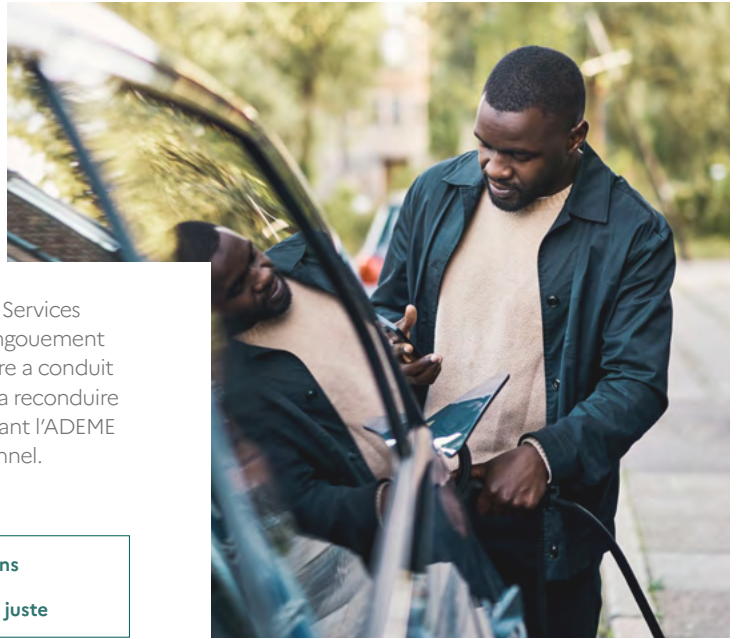
LEASING SOCIAL : POUR AIDER LES MÉNAGES LES PLUS MODESTES À ACQUÉRIR UNE VOITURE ÉLECTRIQUE.

C'est pour lutter contre l'écueil d'une transition écologique excluante que l'État a créé en 2024 un dispositif de location de voitures électriques à prix accessible. Renouvelé en 2025, le dispositif a permis à 50 000 ménages modestes, dépendants de leur véhicule personnel pour aller travailler, de disposer d'un véhicule électrique. L'ADEME a opéré le programme avec l'appui

de l'ASP (Agence de Services et de Paiement). L'engouement suscité par cette offre a conduit le gouvernement à la reconduire en 2026, en conservant l'ADEME en soutien opérationnel.



Inspirations pour une transition juste



... En reconnaissant que le changement climatique accroît la précarité énergétique, hiver comme été



SELON L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE (ONPE), DE PLUS EN PLUS DE MÉNAGES PEINENT À PAYER LEURS FACTURES D'ÉNERGIE.

Et ce qui relève d'une problématique saisonnière hivernale (la capacité à satisfaire ses besoins énergétiques pour se chauffer), pourrait s'étendre à l'été. L'Observatoire constate en effet la progression de la précarité énergétique d'été, liée aux épisodes de chaleur et à la mauvaise isolation des logements, renforçant les inégalités face au confort thermique. Cet état des lieux constitue un enseignement indispensable pour orienter les politiques publiques.



... En intéressant le plus grand nombre aux politiques de transition écologique



POUR QUE CHACUN PUISSE S'EMPARER DE L'ENJEU ENVIRONNEMENTAL, IL FAUT AFFIRMER LA LÉGITIMITÉ DE CHACUN À S'EXPRIMER.

C'est la conviction de l'association MakeSense, dont la directrice Irène Colonna d'Istria dresse le constat suivant : « *Les jeunes se sentent exclus des discours et des espaces d'engagement [liés à la crise écologique]* ».

Avec son programme « Transition juste », dont l'ADEME est partenaire, l'association a mobilisé depuis 2022 plus de 4 500 jeunes des milieux populaires.

Au programme ? Des ateliers concrets, ancrés dans leurs priorités sociales : santé, emploi, dignité, cadre de vie, pour renforcer leur légitimité à s'exprimer.

Ce partenariat illustre l'attention particulière portée par l'agence au tissu associatif qui, sur l'ensemble du territoire, constitue un relais essentiel, accélérateur de mobilisation, auprès des citoyens.



GUILLAUME HUMEAU,
COORDINATEUR DU PROGRAMME
CEE DE LEASING SOCIAL
À L'ADEME

Le leasing social incarne une transition plus juste, en ciblant les ménages modestes dépendant de leur véhicule, pour qui la décarbonation de la mobilité reste difficile. Il lève le frein du coût d'achat en proposant des loyers comparables à ceux de véhicules thermiques d'occasion, réduisant le coût total de possession.

— Question n° 7 —

Comment l'expertise éclaire la décision publique



9

→ avis de l'ADEME parus en 2025 (numérique, produits biosourcés, système électrique, photovoltaïque, pompes à chaleur, sobriété, publicité, chauffage au bois)

26 M€

→ engagés dans les programmes de recherche

236

→ sessions de formation dispensées

36

→ thèses soutenues, dont 72 % cofinancées

5 059

→ stagiaires formés

... En produisant des connaissances sur des sujets d'actualité



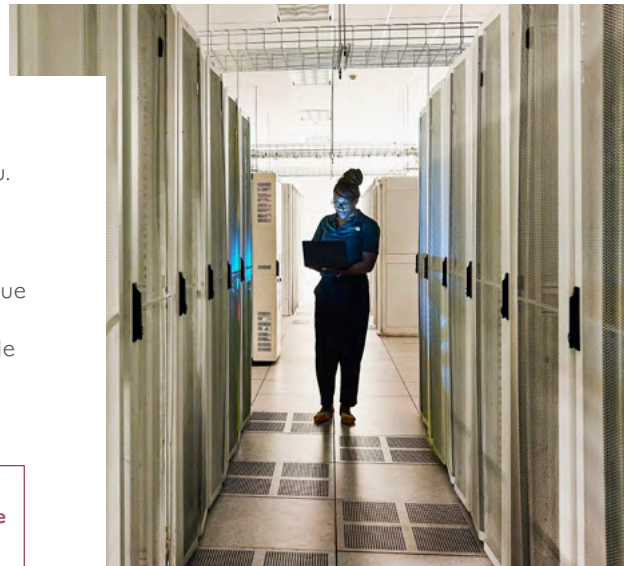
L'IA GÉNÉRATIVE, EN PLEIN ESSOR, EST AU CŒUR DE VIFS DÉBATS SUR SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE.

Pourtant peu d'études indépendantes mesurent à ce jour ces impacts avec précision. Pour combler ce manque, l'ADEME a soutenu la première analyse de cycle de vie (ACV) d'un grand modèle de langage européen, Mistral Large 2, réalisée par Carbone 4. Selon l'étude, la phase d'entraînement de cet outil

a émis 20 400 tCO₂eq et a consommé 281 000 m³ d'eau. Une empreinte qui serait bien plus forte si ses data centers ne se trouvaient pas en France (où le mix électrique est décarboné), et si elle ne valorisait pas la chaleur fatale de ses serveurs.



La recherche à l'ADEME, pont entre science et société



... En élaborant des recommandations



LE CHAUFFAGE DOMESTIQUE AU BOIS EST UN ENJEU INCONTOURNABLE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. MAIS SON USAGE DOIT ÊTRE RAISONNÉ.

Le bois énergie est la première source d'énergies renouvelables en France. Ressource locale, facteur d'indépendance, générant des emplois, bénéficiant au pouvoir d'achat des Français... Mais ses nombreuses vertus ne doivent pas masquer les débats, qu'il s'agisse de qualité de l'air ou de gestion durable de la ressource. Dans un avis paru en 2025 « Chauffage domestique au bois », l'ADEME partage ses recommandations pour réduire la pression sur les forêts et limiter l'émission de polluants atmosphériques : meilleure isolation des logements, accélération du remplacement des vieux appareils par des modèles plus performants, sensibilisation des utilisateurs aux bonnes pratiques...



LA BIOMASSE EST UNE RESSOURCE CLÉ DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, MAIS ATTENTION AUX CONFLITS D'USAGE !

Alimentation, matériaux, énergie... Plusieurs centaines de millions de tonnes de biomasse sont produites et transformées en France chaque année pour répondre à ces besoins. Cette ressource est cependant limitée. Un travail de planification et de priorisation de ses usages est nécessaire pour assurer le maintien de l'équilibre entre ressources durablement disponibles et valorisations envisagées : ces dernières ne doivent menacer ni notre souveraineté alimentaire, ni les puits de carbone que constituent des sols en bonne santé ! C'est pourquoi l'ADEME, FranceAgriMer, l'IGN et l'INRAE

ont signé un protocole d'accord pour la création d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) en faveur de la biomasse en 2024 en présence des ministres Roland Lescure et Agnès Pannier-Runacher. En 2025, c'est sous sa houlette que la première édition des « Chiffres Clés Biomasse » a été produite ; une étude qui dresse un état des lieux consolidé des ressources agricoles, forestières, aquatiques et des déchets, ainsi que de leurs usages.

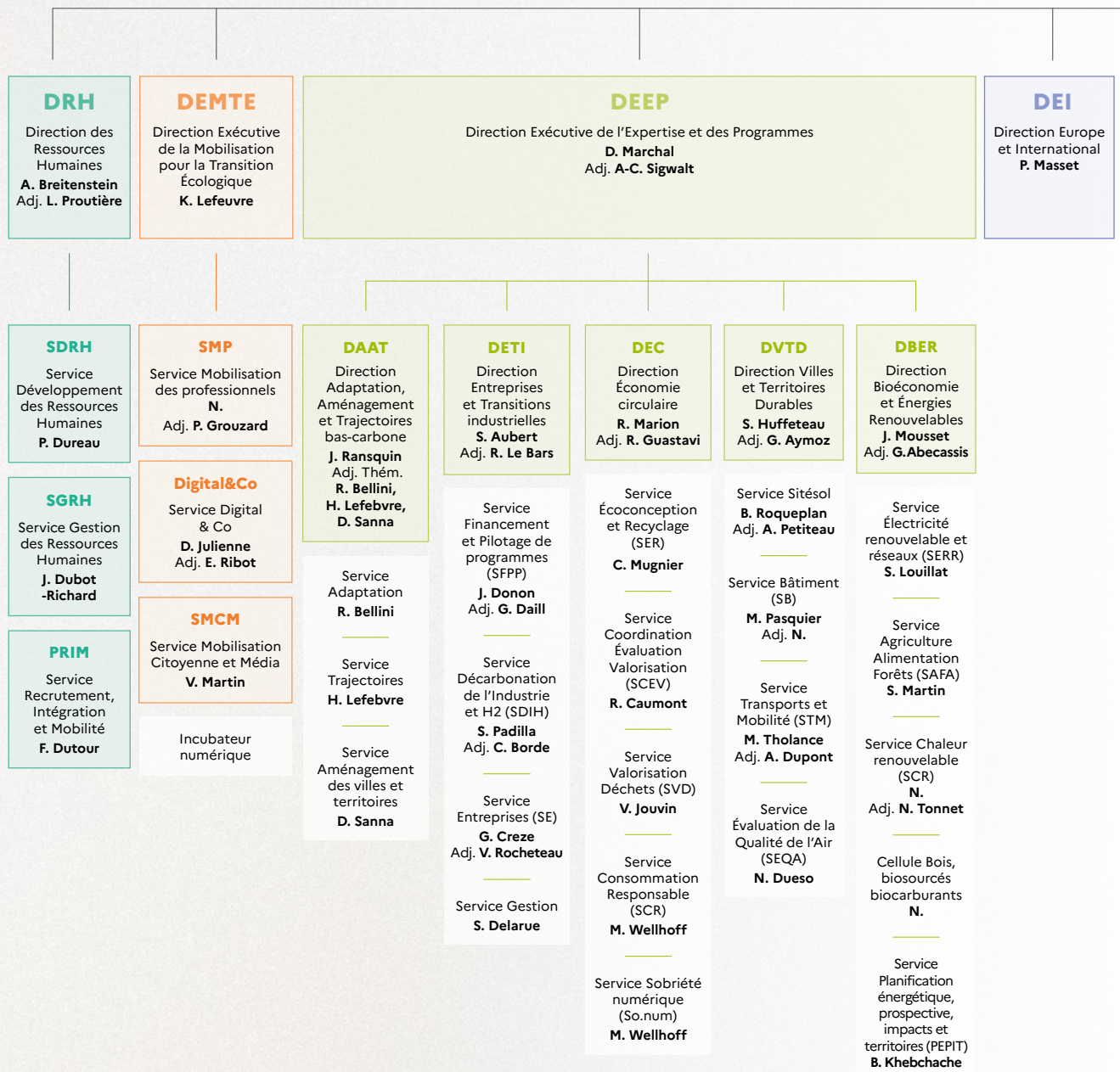


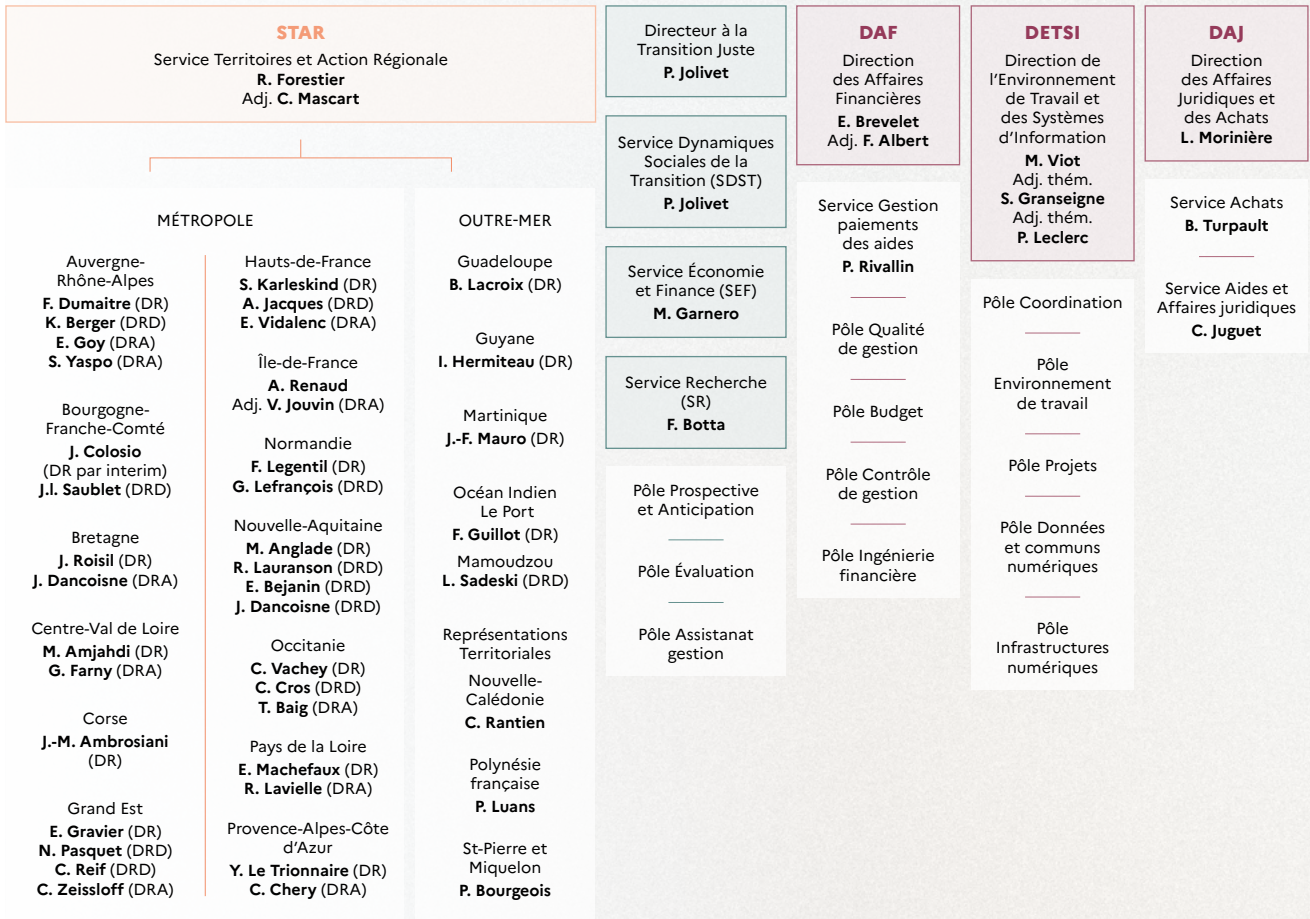
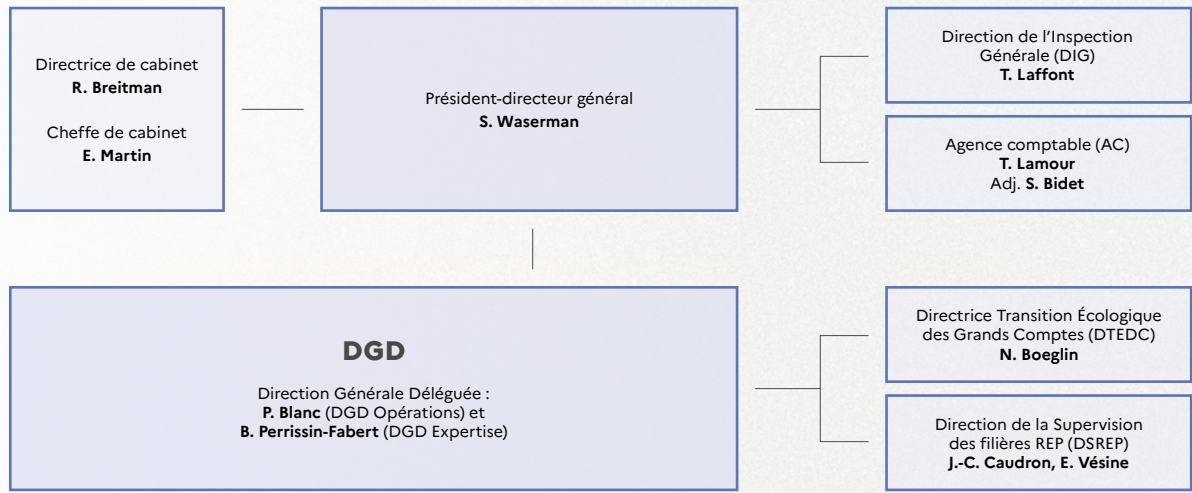
SOPHIE JULLIAN,
PRÉSIDENTE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ADEME

Les liens étroits de l'ADEME avec le monde académique, grâce aux projets de recherche et au programme de thèses (50 nouvelles thèses par an), assurent les fondations de l'expertise de l'agence. Le Conseil Scientifique veille à la dynamique avec les laboratoires et challenge les axes scientifiques.

L'organigramme

janvier 2026







RETROUVEZ TOUTES NOS ACTIONS
ET ACTUALITÉS SUR
AGIRPOURLATRANSITION.ADEME.FR
& ADEME.FR